



Cet ouvrage constitue un recueil de cinq contributions, de jeunes universitaires africains, portant sur la problématique du rôle des sciences sociales, dans la construction d'un futur africain.

« *Réinterpréter et reconstruire l'Afrique: le défi de la recherche en sciences sociales* » est un texte introductif de Knowledge Rajohane Matshedisho, qui s'appuie sur une analyse du discours colonial en Afrique et du concept de société civile. Reprenant Mamdani (1996), dans son analyse publiée dans *Citizen and Subject*, l'auteur souligne que le concept de société civile en Afrique, ne s'est pas développé de la même façon qu'en Europe, parce que sans doute imprégné du discours racial colonial de « l'Altérité ». Il ressort que si l'histoire de la société civile en Afrique coloniale est empreinte de racisme, la représentation et la compréhension du continent, dans la recherche occidentale en sciences sociales, sont également racistes et eurocentriques. L'idée-force avancée est que l'application des catégories anthropologiques occidentales à la réalité africaine, conduit inévitablement au fait que tout ce qui ne correspond pas à l'Europe est considéré comme non civilisé, voire « à civiliser. » Même si la recherche occidentale en sciences sociales a évolué sensiblement, du discours de civilisation à celui de développement de l'Afrique, il faut certainement reconnaître que le besoin de « civiliser l'Africain » a été pendant longtemps un thème récurrent du processus de colonisation.

L'argumentaire de Knowledge Rajohane Matshedisho nous interpelle à propos du discours portant sur le développement tel que compris et étayé par la théorie de la modernisation. Le lecteur est conduit à se demander si ce discours n'est pas à l'origine de la représentation erronée des économies africaines et de la réduction au silence des différentes voix à l'intérieur du continent ? Citant Nketia (1994) dans son texte sur la recherche africaine en sciences sociales, l'auteur relève le fait que non seulement la recherche occidentale en sciences sociales a fait une représentation erronée de l'Afrique mais elle a également fait abstraction de la recherche africaine en sciences sociales. Exprimant son désaccord avec l'essentialisme qui a caractérisé la recherche en sciences sociales en Afrique, il plaide en faveur d'une approche des sciences sociales à la fois critique et multidisciplinaire.

« *Les sciences sociales face au devenir de l'Afrique : entre construction et déconstruction* » par Claude Abé, dont l'interrogation sur la nécessité des sciences sociales en Afrique; paraît a priori saugrenue si ce n'était la pertinence de la problématique développée. Dans une première partie, l'auteur évalue l'importance des sciences sociales sur la base de leur utilité et de l'efficacité eu égard à la maîtrise des défis contemporains auxquels l'Afrique est confrontée. L'originalité de ce travail ne réside pas tant dans l'actualité

Les sciences sociales pour construire notre futur en Afrique

Aïcha Benamar

Sciences sociales et l'avenir de l'Afrique

de Knowledge Rajohane Matshedisho *et al.*

CODESRIA, Dakar 2005, 161 pp.

des préoccupations de la recherche scientifique menée que dans l'examen du rapport des sciences sociales au devenir des sociétés africaines.

Après un rappel des principales publications sur la question, il dresse un bilan de la pratique des sciences sociales en Afrique. Il ressort que de la maladie à la politique et de l'économie à l'histoire, l'Afrique semble avoir été beaucoup interrogée depuis quelques temps. Nous pouvons nous demander avec l'auteur si la situation du continent et celle de la recherche en sciences sociales en Afrique sont logées à la même enseigne ? Autrement dit, si l'état des savoirs et de la pratique en sciences sociales expliquent le bas niveau de développement de l'Afrique ? L'hypothèse formulée est que l'adéquation entre le développement des sciences sociales en Afrique et l'amélioration de la situation socio-économique du continent est une équation complexe, qui ne peut fonctionner selon une logique mécaniste.

Apportant la preuve de l'utilité des sciences sociales pour le développement aussi bien en Afrique qu'ailleurs, l'auteur met l'accent sur la corrélation entre d'un côté la panne de l'Afrique et de l'autre côté l'état des sciences sociales dans le continent. Citant Grignon (2002) dans son texte : « *A quoi sert la sociologie ?* », il montre qu'en l'absence des lois régissant la société et le cours de l'histoire, des utopies politiques et sociales germent et se développent, pouvant entraîner à la catastrophe. Illustrant la corrélation entre le sous-développement des sciences sociales et l'environnement au sein duquel elles sont pratiquées, il avance l'idée que ce sous-développement a été préjudiciable au décollage des pays africains tant sur le plan économique que politique.

Dans une seconde partie, la preuve du caractère non mécaniste du rapport des sciences sociales au développement est apportée, et ce, à partir de l'exemple africain. La thèse centrale ayant guidé la démonstration réside dans le conditionnement de ce rapport, par l'émergence d'un contexte de faisabilité, c'est-à-dire des conditions déterminant l'efficacité du savoir produit par les sciences sociales, dans la genèse du développement. L'interrogation anthropologique sur le sida donne la preuve que c'est de l'émergence d'une production du savoir, fondée sur un contrôle réflexif rigoureux, que dépend l'avenir de l'Afrique.

Une des difficultés auxquelles les sciences sociales sont confrontées en Afrique, résiderait, selon l'auteur, dans le désintérêt pour le présent au profit de la pratique de l'autopsie autrement dit du

« recul historique ». Citant Elias (1993) à cinq reprises, dans sa contribution à la sociologie de la connaissance, il plaide d'une part pour davantage d'implication des chercheurs africains, tout en sachant que la familiarité avec l'objet d'étude n'est pas forcément un gage de compétence, et d'autre part pour une pratique de la recherche privilégiant le concours d'équipes mixtes d'africains et d'africanistes.

En guise de conclusion, un plaidoyer pour l'amélioration de la coopération et du développement institutionnel est formulé. Des organismes engagés dans le travail de développement et de valorisation des sciences sociales en Afrique, comme le CODESRIA, sont invités, de manière implicite, à créer des représentations sous-régionales rapprochant davantage de chercheurs pouvant relever le défi que la situation de l'Afrique pose aux sciences sociales.

« *Les sciences sociales sont-elles nécessaires au futur de l'Afrique ? Nos promesses doivent être tenues* » est une contribution de Milkred Kiconco Barya, qui débat de la nécessité des sciences sociales pour le futur. Cette contribution démontre que les approches comportementalistes, enracinées dans la théorie et la recherche, fournissent un cadre permettant de formuler des objectifs de politiques suffisamment clairs pour provoquer le changement. Partant d'un constat d'absence de politique axée sur l'utilisation de la richesse de la nation en ressources humaines en Afrique, l'auteur nous alerte sur l'importance de la modification des scénarii (scénarios) du futur en procédant à la re-définition de nos objectifs dont *orientation, production des valeurs et motivation* sont les maîtres-mots.

Examinant le futur avec les yeux de la science politique, la recherche sur l'Afrique est décrite dans sa focalisation sur le syndrome de l'échec de l'État en Afrique. Une des causes des symptômes décryptés est le calque des valeurs et modèles occidentaux, fort éloignés des nôtres, tant politiquement que socio-culturellement. Le remède proposé réside dans la compréhension de notre système de valeurs en tant qu'africains et l'intégration de nouveaux concepts comme la bonne gouvernance, car l'amélioration de la gouvernance renforcerait à coup sûr les États africains et leur permettrait de mieux servir les populations africaines.

Motivation et renforcement de nos capacités sont nécessaires aux actions positives qui libèrent une nation et lui permettent d'atteindre les objectifs fixés. C'est dommage affirme l'auteur qu'avec des sols d'une grande fertilité et des ressources agricoles, minéralogiques et surtout

humaines, nous puissions encore « *avoir faim* », tout simplement parce que nous n'avons pas pris conscience de nous-mêmes.

Milkred Kiconco Barya conclut sur une invitation à la compréhension de nous-mêmes et du monde où nous vivons car l'examen de notre propre condition humaine, la fixation de nos propres objectifs, la clarification de nos valeurs et de nos motivations contribueront à la construction du futur que nous désirons.

Le quatrième texte « *Une approche ethnographique pour le développement de l'Afrique* » signé par Esther Van Heerden, se focalise sur la question très controversée du développement en Afrique en commençant par esquisser son contexte: un contexte de pauvreté de l'Afrique nécessitant le développement comme remède. La plupart des discours relatés convergent vers la mise en œuvre de stratégies définies en termes de croissance économique à résultats très faibles. Une des raisons de cette faiblesse réside dans l'inadéquation des différents programmes d'ajustement structurel, et ce, compte tenu de la diversité des contextes africains.

Pour les chercheurs s'occupant du développement, de nombreuses questions sont proposées, dont: « *qu'est-ce qui constitue le savoir social sur le développement ?* », « *comment est-il structuré et représenté ?* » questions aussi difficiles à cerner les unes que les autres, mais ne constituant aucunement un frein pour la recherche. A ce propos, l'auteure ajoute en montrant que la critique postmoderne ne rend pas nécessairement le savoir social pertinent mais elle force les chercheurs en sciences sociales à être davantage en phase avec l'Afrique.

Un bref historique des sciences sociales illustre bien l'évolution de l'espace conceptuel des sciences sociales, dont les paradigmes après avoir été prééminents ont été abandonnés puis repris sous un nouvel aspect, sans qu'il n'y ait de rupture totale entre les croyances passées et présentes. De même que la terminologie est sans cesse renouvelée au fur et à mesure que certains concepts entrent en circulation et que d'autres sont abandonnés. Aujourd'hui, affirme l'auteure, la plupart des concepts sont problématisés, c'est ce qui fait que les chercheurs en sciences sociales écrivent avec des guillemets pour ne pas être accusés de dénaturer les termes qu'ils emploient.

Dans la dernière partie de son texte, Esther Van Heerden justifie l'emploi de l'ethnographie, méthode associée à la pratique anthropologique, dans la recherche en sciences sociales. Elle regrette simplement que cette méthode n'ait pas été uniformément comprise par tous les chercheurs qui la pratiquent. Bien comprise elle permettrait une compréhension plus profonde des conditions sociales et matérielles des phénomènes contemporains et par conséquent elle pourrait accroître le taux de réalisation des objectifs de développement fixés.

En guise de conclusion, l’auteure souligne que la recherche sociale n’est pas toujours populaire chez les décideurs politiques, et ce, à cause de la focalisation des chercheurs sur la complexité des phénomènes sociaux et en particulier des interprétations qu’ils font de ces phénomènes, empêchant toute proposition concrète. Elle ajoute que le développement devrait prendre en compte les compréhensions locales et qu’il est essentiel d’adopter une vue comparative à l’intérieur des pays africains et entre eux, afin de prévenir la fragmentation de la recherche.

« *Libération ou oppression ? Les sciences sociales, la politique et le contexte postcolonial* » est le dernier texte de la série, signé par Ingrid Palmary. Introduit par l’extrait d’un poème laudatif présenté lors de la Conférence conjointe de l’Association panafricaine d’anthropologie et de l’Association for Anthropology in Southern Africa, il pose le problème du rôle des sciences sociales dans le développement politique, économique et

social du continent africain. La réflexion sur leur nécessité et leur pertinence est traversée par une réflexion sur leur valeur sociale ; ce qui fait dire à l’auteure que les sciences sociales centrales dans la libération de l’Afrique du colonialisme et de sa lutte contre l’oppression, peuvent continuer à jouer un rôle en s’attaquant de façon critique à certains systèmes politiques.

L’auteure met l’accent sur la complexité de la relation entre recherche sociale, théorie sociale, politique et perceptions populaires. Pour que les sciences sociales soient nécessaires pour l’avenir, dit-il, cette complexité doit être abordée de façon explicite. Soutenant la nécessité des sciences sociales et leur dépendance de l’usage politique qu’on en fait, elle s’interroge d’une part sur leur pratique libératoire et d’autre part sur leur pratique oppressive et à partir d’exemples concrets parvient à avancer des réponses.

- Peuvent-elles être une pratique libératoire les rendant nécessaires afin que l’Afrique puisse se remettre de l’ère coloniale? La réponse est en

tous points positive. Certes, si nous considérons l’histoire de la recherche africaine, il est clair qu’à certains moments, les sciences sociales ont joué un rôle important dans les luttes anti-coloniales dans le continent ; de plus, le potentiel des sciences sociales à provoquer des changements radicaux a été prouvé dans la façon dont les détenteurs du pouvoir ont souvent cherché à les réglementer.

- Peuvent-elles être une pratique oppressive ? Après avoir été admise comme une pratique d’observation et de documentation, la science sociale apparaît de plus en plus comme constructrice de la différence, et ce, par le positionnement dans la réalité politique et sociale des chercheurs. De nombreux exemples sont commentés par l’auteure.

L’étude de cas sur la xénophobie en Afrique du Sud est très signifiante. L’exemple étudié par l’auteure met en exergue la difficulté d’établir la nécessité des sciences sociales

en Afrique. Il reflète le débat sur leur potentiel oppressif et illustre comment très souvent la recherche sociale ne trouve pas sa voie dans les politiques d’intérêt public et les perceptions populaires. L’auteure conclut sur le fait que la nécessité des sciences sociales doit être évaluée en fonction de leur capacité à mettre en question les formes de discrimination et d’oppression. Elle souligne l’importance des réflexions critiques relativement au contexte politique, social et historique dans lequel elles sont produites et aux intérêts qu’elles servent ; seule une analyse de ce contexte peut finalement affirmer qu’elles sont nécessaires ou inutiles.

